

courtisés mais inquiets

LES RETRAITÉS veulent être entendus

À l'occasion des municipales et des cantonales, nous, les 14 millions de retraités, sommes tout particulièrement sollicités. Les candidats n'ignorent ni notre nombre grandissant, ni notre poids dans l'opinion, ni nos attentes.

On voudrait nous faire croire qu'il suffit d'élire "de bons gestionnaires" et que les questions de niveau de vie, de montant des pensions, de santé, ne sont pas à l'ordre du jour.

Comme si la régression sociale, la casse des services publics, l'accroissement de la pauvreté et de l'exclusion ne se répercutaient pas directement sur les budgets d'aide sociale des communes et des départements qui financent ou gèrent le financement de l'Aide personnalisée à l'autonomie (APA), du RMI et, en partie, des maisons de retraite.

POUVOIR D'ACHAT

travailler longtemps pour gagner moins

Quand 53 % des retraités perçoivent une pension inférieure à 1 300 euros et 64 % des femmes moins de 900 euros, il n'est pas "hors sujet" de demander aux candidats s'ils approuvent les forfaits et franchises médicales, le déremboursement des médicaments, une revalorisation des pensions au 1er janvier de 1,1 % quand le coût de la vie augmente de 2,6 %, ou les prix de journée exorbitants dans les maisons de retraites ; s'ils souhaitent une nouvelle TVA dite "sociale" que prépare le gouvernement.

Nous aurons l'occasion de dire non à cette politique de régression sociale, non à Nicolas Sarkozy.

PROPOSITIONS DU PCF

PCF
Parti communiste français

1. **Augmentation et rattrapage du pouvoir d'achat des salaires et pensions**, avec une nette revalorisation du SMIC : moyens décisifs pour relancer la croissance, la création d'emplois et donc... la rentrée de cotisations nouvelles.

2. **Un taux de remplacement net à 75 % du salaire des dix meilleures années, un minimum égal au SMIC, un taux de réversion porté à 75 %.**

3. **La modulation des cotisations des entreprises** : allégées pour celles qui créent des emplois et

augmentées pour celles qui choisissent les placements financiers à l'origine des crises boursières à répétition.

4. **L'instauration immédiate d'une cotisation égale à celles des salariés**, pour les profits financiers, les stock-options et les "parachutes dorés".

5. La suppression des exonérations de cotisations sociales pour les entreprises – 30 milliards d'euros prévus pour 2008 – dont tout le monde sait qu'elles ne créent pas d'emploi et tirent les salaires vers le bas.

les retraites : un enjeu pour tous !

Certains retraités croient parfois que les coups portés et à venir à notre système de retraite ne les concernent plus. C'est une grave illusion. Le cœur et la force de la "répartition", c'est précisément d'avoir lié le sort des retraites et des retraités à celui des salaires et des salariés. Depuis qu'en 1993, Balladur a indexé les retraites sur les prix, **les retraites ont accumulé un retard de 15 % en 15 ans**. Et l'accélération de la hausse des prix véritables va considérablement aggraver cette situation.

L'objectif du gouvernement et du MEDEF est d'imposer l'allongement de la durée de coti-

sations à tout le monde – 41 annuités validées en 2012 – et de programmer une baisse continue des pensions.

Et le fiasco absolu du dispositif de remise au travail des seniors pour les plus de 57 ans prouve que ce n'est pas l'ouverture des droits à la retraite à 60 ans, mais leur rejet de l'entreprise par le patronat qui est la cause première de leur sous-emploi.

On comprend mieux pourquoi la plus forte chute de popularité de Sarkozy se produit chez les plus de 65 ans, conduisant le pouvoir à reporter sa réforme après les élections.

Qui doit payer les gains d'espérance de vie ?

Travailler plus longtemps en gagnant moins ou vivre sa retraite dans des conditions dignes de notre époque : **c'est un choix, un enjeu de civilisation**.

L'ampleur du chômage, l'accès plus tardif au premier emploi pour les jeunes, l'allongement de l'espérance de vie rendent nécessaire **de nouveaux financements**.

Une politique d'emploi moderne et les gains de productivité du travail équitablement répartis permettraient **d'abonder les caisses de retraites**.

L'immensité des richesses accaparées par les profits financiers et la progression annoncée de notre produit intérieur brut (PIB) montrent que notre système ne souffre pas d'un "manque" mais d'un "détournement" de ressources. Même **M. Seguin**, ancien ministre chiraquien, aujourd'hui à la tête de la Cour des comptes, s'est aperçu qu'en faisant cotiser certains revenus financiers exonérés de tout prélèvement – estimés à 50 milliards d'euros – on pouvait combler immédiatement le tiers du "trou de la Sécu".

Alors, qui doit payer les gains d'espérance de vie ? Les salariés, les retraités et leurs familles ou les profits financiers, les stock-options et les parachutes dorés ?

Le Parti communiste français invite les salariés et les retraités, public et privé, leurs associations et syndicats à se rencontrer au sein de collectifs locaux afin d'en discuter et de promouvoir ensemble une réforme progressiste et moderne de la retraite.

Le Parti communiste français appelle les retraités à se saisir des élections pour faire entendre leur voix.